Groupe du Projet sur les achats écologiques en Amérique du Nord (PAEAN)

**Compte rendu de la téléconférence
tenue
le mercredi 31 octobre 2003, de 14 h à 15 h 30**

1. Accueil des participants et appel nominal

M^{me} Carpentier accueille les participants.

Participants

Dana Arnold
Archie Beaton
Sandra Cannon
Chantal Line Carpentier
Esther Maria Carrillo
Scot Case (et Lilian Case)
Eun-Sook Goidel
Alejandra Guzman
Brian Johnson
Loretta Legault
Amalia Lelo
Rahumathulla Marikkar
Israel Nuñez Birrueta
Madeleine Plouffe
John Polak
Mary Ann Remolador
Elizabeth Skinner
Jeff Stephens

2. Adoption du procès-verbal de la réunion du 19 septembre

Certains participants n'ont pas reçu le procès-verbal de la réunion précédente. Il faudrait leur transmettre ce document.

3. Suivi de la réunion du 19 septembre

M. Case estime qu'il faut encore préciser la nature du PAEAN, de même que la description du Groupe et de ses objectifs. Cela ajouterait de la valeur à ce que l'on s'efforce d'accomplir. Il suggère que l'on transmette les documents initiaux (en particulier, l'énoncé de mission) à tous les nouveaux participants et que l'on distribue une nouvelle liste des membres.

Les recommandations devraient être prêtes avant la prochaine session du Conseil, qui aura lieu en juin 2004. M. Case suggère que l'on fasse un tour d'horizon des travaux effectués et des projets à venir, et que l'on fournisse des exemples de politiques d'approvisionnement.

M. Johnson et M^{me} Remolador estiment que la dernière réunion a été très utile et qu'il faudrait répéter l'expérience. Il était formidable de prendre contact avec des gens qui provenaient de pays différents et qui étaient tous convaincus de l'importance des achats écologiques.

M^{me} Skinner aimerait avoir des précisions sur le type de participation que l'on souhaite de la part du secteur privé.

M^{me} Carpentier demande l'avis des membres sur les améliorations à apporter. Elle suggère d'inclure les « idées » du 19 septembre d'une façon qui permettrait de promouvoir les achats écologiques. On devrait mettre à la disposition du public des statistiques, ainsi que les documents suivants : 1) une liste de différentes politiques d'approvisionnement écologique, 2) des exemples provenant du secteur privé, 3) un bref aperçu des activités menées jusqu'à présent, et ce, dans les trois pays nord-américains (site Web). Par la suite, on devrait s'attacher particulièrement à déterminer quelles recommandations il serait possible de faire sur les politiques en s'appuyant sur les observations faites jusqu'à maintenant. Une autre activité consisterait à délimiter les catégories de produits qui conviendraient pour la mise en œuvre de la première étape d'une politique d'approvisionnement écologique. Dans la mesure du possible, il faudrait prendre une décision à ce sujet d'ici avril.

M^{me} Legault estime qu'une telle décision serait utile si l'on prenait en considération les facteurs de motivation de chaque gouvernement. L'Organisation de coopération et de développement économiques a publié un document préliminaire sur cette question; M^{me} Legault invite les membres à le consulter.

M^{me} Carpentier suggère que l'on élabore un document trinational répondant à la question suivante : « Qu'est-ce qui motive les gouvernements? »

M. Nuñez informe les participants de certains changements survenus dans le domaine de l'approvisionnement au Mexique. Le gouvernement mexicain a récemment procédé à un examen détaillé de cette question. Le Groupe du PAEAN avait auparavant discuté de la réalisation éventuelle d'un projet pilote visant à reproduire dans d'autres services gouvernementaux les résultats obtenus. M. Nuñez affirme que le Mexique est très intéressé à emboîter le pas et à prendre en compte la dynamique du cycle de vie. Il estime que c'est là une bonne nouvelle, dans l'optique de la prochaine session du Conseil. Le Groupe pourrait présenter entre cinq et sept produits à l'égard desquels les gouvernements pourraient s'engager, de telle sorte que l'on parvienne à un accord final sur trois ou quatre produits. Il pourrait s'agir d'articles tels que des fournitures de bureau. Le Mexique a déjà manifesté son intérêt; M. Nuñez croit que les conditions sont favorables à une expansion des activités dans ce domaine.

De l'avis de M^{me} Carpentier, il faudrait vérifier si l'initiative présente vraiment de l'intérêt pour les administrations municipales, les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

M. Johnson demande des renseignements sur la nature exacte de la légitimité du PAEAN. Le Groupe a-t-il fixé des délais d'exécution pour la réalisation d'objectifs précis? Quels sont les

effets souhaités dans les délais établis? Ces éléments sont-ils clairement définis dans un document quelconque?

M. Case rappelle que l'énoncé de mission dont il a parlé plus tôt contient des renseignements à ce sujet. Il ajoute qu'une grande partie du mandat du Groupe consiste à diffuser de l'information. Les personnes intéressées se posent une foule de questions et veulent apprendre comment amorcer un processus d'écologisation des achats.

M^{me} Remolador suggère que le Groupe établisse des liens solides à l'échelon des gouvernements. À son avis, il faudrait que les responsables gouvernementaux aient une connaissance plus approfondie des enjeux.

M. Johnson croit que le Groupe devrait s'employer en priorité à formuler une méthode permettant de fixer un objectif et d'appliquer une démarche rationnelle afin de choisir un produit en tenant compte de ses caractéristiques générales et de ses répercussions durant son cycle de vie. Cela nécessiterait la participation de la communauté épistémique. Il faudrait envisager une stratégie d'approche à cet égard.

Selon M^{me} Carpentier, le secteur privé devrait aussi être invité à travailler en collaboration avec les scientifiques, le cas échéant.

M. Johnson souligne que c'est la raison pour laquelle le Groupe cherche à recueillir de nouvelles idées afin d'améliorer le modèle. L'harmonisation des normes est une autre question qu'il faut prendre en considération; il existe une théorie selon laquelle l'harmonisation pourrait avoir pour effet de diluer des normes antérieures qui étaient plus bénéfiques pour l'environnement.

M. Case fait remarquer que l'information sera plus abondante pour certaines catégories de produits que pour d'autres. Dans certains cas, les politiques privilégient des produits ou services donnés plutôt que d'autres. C'est le cas pour toutes les questions relatives à l'énergie depuis l'intégration des stratégies de mise en œuvre du Protocole de Kyoto dans les programmes des gouvernements. M. Case ajoute qu'il existe des politiques d'approvisionnement différentes à l'échelon local, à l'échelon fédéral et dans l'entreprise privée.

M^{me} Arnold suggère que le Groupe utilise des éléments facilement disponibles, quantifiables et sur lesquels il est possible d'exercer un contrôle.

M^{me} Carpentier est du même avis; elle ajoute que les nouveaux ministres s'intéressent grandement aux énergies renouvelables. Cela pourrait constituer une solide base pour le réaménagement d'une stratégie.

M. Johnson indique qu'il serait intéressant de mettre au point, à l'avenir, un mécanisme qui donnerait à l'observateur une perspective à long terme sur les pratiques d'approvisionnement écologique. La reconnaissance du mérite de ceux qui adoptent ces pratiques en serait l'un des éléments.

M^{me} Carpentier affirme que les gouvernements pourraient aussi décerner un certificat de mérite à l'organisation ou à la personne qui a le mieux intégré une stratégie d'approvisionnement écologique à ses pratiques d'achat, ou peut-être aux trois organisations ou personnes qui

arrivent aux premiers rangs à ce chapitre. Parallèlement à cela, TerraChoice pourrait accorder des certificats analogues reconnaissant le caractère écologique des produits.

M. Case est d'accord; il ajoute que l'obtention d'un tel certificat ne peut pas uniquement reposer sur une auto-évaluation du fournisseur ou de l'acheteur. Il estime que TerraChoice pourrait effectivement mettre en place un authentique processus indépendant de certification.

M. Johnson répète qu'il importe d'adopter une perspective à long terme, comme dans le cas de l'objectif visé par ce genre d'activité.

Dans le prolongement de cette idée, M^{me} Arnold rappelle à tous que le contexte politique est différent au Canada, au Mexique et aux États-Unis, et que l'exploitation des possibilités que crée le contexte politique ne produira pas toujours les mêmes résultats. Le changement climatique est un facteur de première importance dans le plan d'action politique du Mexique, mais les stratégies visant à en contrer les effets ne seront peut-être pas les mêmes que celles envisagées dans un pays nordique comme le Canada.

M. Nuñez est d'accord pour affirmer que l'atténuation des effets du changement climatique constitue une priorité pour le Mexique. Les membres du Groupe conviennent que la législation peut donner des indications sur les capacités que l'on pourrait développer en vue d'atteindre les objectifs. Par exemple, ajoute M. Nuñez, on a conclu au Mexique un accord selon lequel un certain pourcentage des dépenses fédérales doit être consacré à des produits écologiques. Dans le cas de l'énergie, on a déterminé qu'il fallait inclure la régénération dans le portefeuille énergétique du pays. Il existe aussi au Mexique un petit projet, dans l'État d'Oaxaca, qui mérite que l'on s'y attarde.

4. Compte rendu des travaux de M^{me} Madeleine Plouffe

M^{me} Plouffe a élaboré deux listes de contrôle; la première concerne l'infrastructure (élaboration des politiques à l'échelon de la direction) et la deuxième se rapporte au processus (évaluation du processus d'approvisionnement). Cela pourrait mener à un accord quant à la normalisation des processus de certification. Elle a aussi rédigé un guide (pour l'instant, sous forme d'ébauche) qui contiendra une liste des pratiques exemplaires dans chaque secteur industriel. Elle en transmettra une copie à tous les participants (d'ici le 14 novembre). M. Polak devrait lui faire des observations sur cette ébauche; tous les autres commentaires à ce sujet seront les bienvenus.

M^{me} Carpentier indique que l'ébauche sera distribuée. Elle estime qu'un document donnant des lignes directrices sur les politiques d'approvisionnement devrait être présenté de concert avec l'ébauche finale qui sera issue du processus.

M. Case demande que l'ébauche finale du document soit soumise à un plus vaste examen public.

M^{me} Carpentier est d'accord; elle estime que cela pourrait inciter à une réflexion plus approfondie sur les achats écologiques en Amérique du Nord.

M^{me} Plouffe précise que les listes de contrôle portent sur des questions telles que « L'écologisation de votre bureau » et s'adressent aux responsables des politiques. Ces listes abordent également les questions de la mise en place d'un système de cotation et de l'auto-

évaluation des réalisations en fait d'approvisionnement écologique. M^{me} Plouffe explique ensuite les modalités de certification de TerraChoice.

M^{me} Carpentier demande qu'un résumé de ces modalités lui soit transmis.

5. Exposés reportés en raison du manque de temps (M^{me} Arnold et M. Marikkar)

Le temps alloué pour la téléconférence tire à sa fin et l'on convient de sauter le point à l'ordre du jour concernant l'exposé de M^{me} Arnold. Celle-ci transmettra à la CCE, par courriel, ses travaux sur une terminologie relative à l'approvisionnement, et ce document sera distribué aux membres au moyen du serveur de liste du PAEAN.

Puisque le temps prévu pour la réunion est écoulé, M^{me} Carpentier demande à M. Marikkar, qui était censé présenter ses travaux sur l'analyse du cycle de vie des produits, s'il peut transmettre son document aux autres membres avant la prochaine téléconférence.

M^{me} Carpentier demande aux participants s'ils ont d'autres observations à faire avant la levée de la séance ou à propos de l'ordre du jour de la prochaine réunion.

M. Johnson estime qu'une façon plus productive de procéder, pour les prochaines téléconférences, consisterait à transmettre à l'avance les documents pertinents (documents dont l'examen est prévu, rapports, travaux en cours, même sous forme d'ébauche).

6. Prochaine réunion

La prochaine téléconférence aura lieu le jeudi 4 décembre à 14 h (heure de l'Est).

La séance est levée à 15 h 30.